

# Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2026

11 août 2023  
Français  
Original : anglais

## Première session

Vienne, 31 juillet-11 août 2023

**Déclaration commune sur le défi nucléaire nord-coréen, à laquelle ont souscrit les pays suivants : Afghanistan, Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Hongrie, Îles Marshall, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Japon, Jordanie, Kiribati, Koweït, Lettonie, Liban, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Maroc, Mexique, Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle Zélande, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Türkiye, Ukraine, Uruguay, Yémen et Union européenne**

Nous, États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, continuons d'exprimer notre profonde inquiétude face à la poursuite, par la République populaire démocratique de Corée, de ses programmes nucléaires et balistiques illégaux, notamment face aux tirs de missiles balistiques à une fréquence record et d'une manière inédite depuis 2022 et au lancement au moyen de la technologie des missiles balistiques de ce qu'elle dit être un satellite, actes qui constituent des violations flagrantes de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Les armes nucléaires de la République populaire démocratique de Corée, les autres armes de destruction massive et leurs vecteurs, ainsi que la prolifération secondaire, constituent une menace manifeste et sérieuse pour la paix et la sécurité régionales et internationales et portent atteinte au régime international de non-prolifération. Cette menace appelle une réaction urgente. En outre, nous exprimons



notre vive inquiétude face au discours irresponsable et déstabilisant sur la question du nucléaire que continue de tenir la République populaire démocratique de Corée, qui déclare vouloir se doter d'armes nucléaires tactiques et affirme envisager d'utiliser ses armes nucléaires à titre préventif.

Nous condamnons les actes de surenchère auxquels la République populaire démocratique de Corée continue de se livrer en procédant à un nombre record de tirs illégaux de missiles balistiques, violant par là même les résolutions du Conseil, menaçant la sécurité et la souveraineté des pays voisins et portant atteinte à la paix et à la sécurité régionales et internationales. Par ailleurs, nous condamnons fermement l'investissement continu de la République populaire démocratique de Corée dans des activités nucléaires, comme l'a décrit le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans son rapport le plus récent relatif aux garanties, et nous demandons instamment à la République populaire démocratique de Corée de cesser ces activités et tout effort déployé pour étendre ou modifier ses installations nucléaires. Nous déplorons ces actes et exhortons la République populaire démocratique de Corée à s'abstenir de procéder à tout essai nucléaire, à signer et à ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et à cesser immédiatement de prendre de nouvelles mesures déstabilisantes en violation des résolutions du Conseil.

Nous continuons de soutenir tous les efforts faits en faveur d'une paix durable dans la péninsule coréenne, notamment par la voie diplomatique, et nous invitons la République populaire démocratique de Corée à accepter les propositions de dialogue que l'ensemble des parties concernées, y compris les États-Unis, la République de Corée et le Japon, ont faites. Il est tout à fait regrettable que la République populaire démocratique de Corée n'ait pris aucune mesure concrète, vérifiée et irréversible de dénucléarisation. À l'inverse, elle a abandonné son moratoire sur les tirs de missiles balistiques à longue portée et accéléré le développement de ses missiles balistiques illégaux, dont les tirs se sont aussi accrus.

Nous appelons instamment la République populaire démocratique de Corée à prendre des mesures concrètes en vue d'un abandon complet, vérifiable et irréversible de ses programmes nucléaires, de ses programmes de missiles balistiques et d'autres programmes connexes, ainsi qu'à cesser immédiatement toute activité connexe conformément à l'ensemble des résolutions du Conseil qui portent sur la question. Nous lui demandons de s'engager dans un véritable processus diplomatique et de reprendre les négociations en vue d'atteindre cet objectif. Nous sommes déterminés à travailler avec tous les partenaires concernés pour jeter les bases d'une paix et d'une sécurité durables dans la péninsule coréenne.

Nous réaffirmons notre engagement ferme en faveur d'un retour sans délai de la République populaire démocratique de Corée au plein respect du Traité sur la non-prolifération et des garanties de l'AIEA ainsi que de ses obligations internationales en vertu des résolutions du Conseil. Seules ces mesures concrètes nous permettront de préserver la paix et la sécurité régionales et internationales ainsi que le régime international de non-prolifération des armes nucléaires dont le Traité sur la non-prolifération est la pierre angulaire.

Nous déplorons les essais d'armes nucléaires menés par la République populaire démocratique de Corée et réaffirmons que celle-ci ne peut et ne saurait obtenir le statut d'État doté d'armes nucléaires conformément au Traité sur la non-prolifération, tel qu'indiqué dans les résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009) du Conseil ainsi que dans le Document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010.

Nous rappelons que nous continuerons d'appliquer fidèlement et scrupuleusement les résolutions du Conseil et nous demandons à tous les États Membres de l'ONU de mettre en œuvre dans leur intégralité toutes les sanctions imposées par celui-ci. À cette fin, nous nous engageons à continuer de renforcer la coopération internationale.

---